

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 18-DRCTAJ/1- 534
de mise en demeure à l'encontre de la société BOUYER LEROUX
pour son usine de Saint-Martin-des-Fontaines

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 autorisant la société BOUYER LEROUX à exploiter une usine de fabrication de tuiles et briques sur la commune de Saint-Martin-des-Fontaines ;
VU l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 qui dispose qu'un bassin de décantation des eaux pluviales soit installé en partie Sud du site ;
VU l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 qui dispose que les déchets ne doivent pas être sujets aux eaux météoriques et que la quantité de déchets n'excède pas la quantité semestrielle produite ;
VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 juillet 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et faisant suite à une inspection du 11 juillet 2018 ;
VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le site ne dispose que d'un seul des deux bassins de décantation des eaux pluviales prévus par l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Des cendres de combustion sont entreposées au nord du site depuis de très nombreuses années, et sont désormais sujettes aux intempéries ; ces cendres doivent être évacuées vers une filière adaptée et autorisée ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.5 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BOUYER LEROUX de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société BOUYER LEROUX, dont le siège social est situé au 6 L'Etablière à LA SEGUINIÈRE (49), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté dans le délai fixé par ces articles.

Article 2 : En application de l'article 4.3.5, l'exploitant doit réaliser un second bassin de décantation en partie sud de son site, d'un volume de 1 000 m³. Ce bassin devra être équipé d'une vanne d'isolement au milieu et devra avoir un débit de fuite conforme aux dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) en vigueur.

L'exploitant transmet à l'inspection un projet d'implantation définitif sous un délai de six mois.

La réalisation de ce bassin doit être effective **dans le délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : En application de l'article 5.1.3, les anciens déchets de cendres de chaudière, qui sont actuellement entreposés en extérieur en partie nord du site, sont évacués vers une filière autorisée **dans le délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection de cette évacuation au travers de bordereaux de suivi de déchets.

Article 4 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Martin-des-Fontaines et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement, section des installations classées.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

30 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 18-DRCTAJ/1- 534

de mise en demeure à l'encontre de la société BOUYER LEROUX pour son usine de Saint-Martin-des-Fontaines